

# Ce qui est inacceptable. Ce qu'il faudra changer d'urgence.

Pierre FRACKOWIAK

En cette période préélectorale, l'éducation semble retrouver une place de choix dans les discours, les projets et les programmes. On ne peut que s'en réjouir. Même si l'on sait qu'il est toujours difficile de passer du discours aux actes et si un certain nombre de solutions proposées ont un goût d'incantations renouvelées en vain depuis 20 ou 30 ans.

Reconnaissons que les documents produits par les experts des organisations politiques et syndicales progressistes, par les mouvements pédagogiques, par les parents d'élèves constituent une richesse dont on peut espérer qu'elle ne sera pas perdue et que, pour le moins, elle contribuera à élever le niveau d'information des citoyens sur les problèmes d'éducation. Notre pays a beaucoup souffert de la faiblesse de cette information qui a permis à certains responsables politiques de faire passer, avec l'aide généreuse des médias, cette idée sotte que l'on pourrait résoudre les problèmes d'aujourd'hui et de demain avec les solutions qui avaient fait la preuve, hier et avant-hier, de leurs insuffisances et de leur inadaptation à l'évolution de la société, des savoirs et des technologies. Elle aura permis à quelques linguistes, académiciens, savants, de cautionner les positions les plus réactionnaires sur l'école, jouant avec délectation de la nostalgie et de la certitude que ce qui a réussi pour eux, pour une élite, il y a 50 ou 60 ans, doit nécessairement réussir pour les autres aujourd'hui. Elle aura permis aux pamphlétaires, aux groupuscules réactionnaires, aux ennemis de l'évolution de l'école, aux partisans du b-a ba, de la grammaire de grand-mère, de la mécanique imposée au détriment du développement de l'intelligence, de s'épanouir et de se vendre.

Les rapports et projets demeurent pourtant encore compliqués, peu accessibles au plus grand nombre de citoyens, comme si les spécialistes ne s'adressaient qu'à eux-mêmes au mépris de l'ambition pourtant affichée de la démocratie participative. Ils demeurent encore trop souvent très éloignés des préoccupations des personnes les plus concernées: les élèves, les parents, les enseignants.

Il serait peut-être utile de revenir à ces préoccupations exprimées dans un grand nombre de débats, notamment des "débats participatifs", et de les croiser avec les projets et les ambitions des spécialistes. On peut y parvenir en se posant la question: qu'est-ce qui, dans l'école d'aujourd'hui, est inacceptable, intolérable, et qu'il faudrait changer d'urgence.

Essayons... Commençons... D'autres continueront sans doute...

# Ce qui est inacceptable et qu'il faut changer vraiment et d'urgence

## Pour les enfants et les jeunes

**1. Il est inacceptable que des enfants et des jeunes désespèrent et décrochent parce que la machine école n'a pas vu leur détresse, leur installation prématurée dans une posture de renoncement assimilée à la fatalité,** leur rejet du "plus d'école" alors qu'ils ont besoin "d'une autre école". Cela commence très tôt, dès le CP souvent. Alors qu'ils rejettent ou qu'ils ne comprennent pas l'école, on les condamne à la double peine: assumer leur échec qu'ils perçoivent très rapidement, même si les notes ont été remplacées par des croix, - on sait bien que l'émulation n'a pas d'effet pour le 23<sup>ème</sup> sur 25, il sait que les efforts pour passer à la 22<sup>ème</sup> place ne sont guère utiles -, et faire des heures supplémentaires auxquelles les autres, ceux qui réussissent, échappent: remédiations, devoirs du soir, stigmatisation, soutien commercial à grands renforts de publicité. La gratuité du soutien qui est une bonne proposition sur le plan de la lutte contre les inégalités ne saurait suffire. Elle ne résoudra pas le problème fondamental: faire l'école autrement pour réduire le recours aux heures supplémentaires pour les élèves et pour lutter efficacement contre l'échec scolaire.

Mieux prendre en compte l'hétérogénéité, diversifier les pratiques pédagogiques, rompre avec le concept usé: "un enseignant / une heure / une année", admettre que le modèle de la transmission qui continue de sévir, n'est ni universel ni éternel ni unique. Donner du sens aux activités scolaires: que l'on comprenne les articulations entre les programmes scolaires et les savoirs sociaux. Prendre en considération les savoirs de l'enfant (ils savent de plus en plus de choses qui ne sont pas reconnues à l'école). Parler de pédagogie, sérieusement, pas seulement au détour de suggestions.

Il faut revoir les systèmes de notation et d'évaluation qui ne pointent que les lacunes et les faiblesses... jamais le positif, et qui assassinent trop d'élèves

**2. Il est inacceptable que des enfants et des jeunes n'aient aucune idée de ce qu'ils voudraient faire à l'âge adulte.**

Il ne s'agit ni de conditionner, ni d'orienter autoritairement, il s'agit de permettre à chacun de faire des choix et d'avoir des perspectives et des rêves. Il est fréquent aujourd'hui que les enfants ne connaissent pas le métier de leurs parents, qu'ils l'exercent ou qu'ils le recherchent. La notion d'ascenseur social, qui avait un sens dans une société du plein emploi, n'en a plus... S'il n'y pas de sommet à atteindre, pourquoi grimper? S'il n'y a pas de perspective d'épanouissement dans la société à tous les niveaux et pas seulement au sommet, pourquoi et comment se motiver?

Il faut donc, très tôt, prévoir dans les programmes des rencontres avec des professionnels, des découvertes des métiers, et d'abord ceux exercés par les

parents, tous, ce qui permettrait dans le même temps, de donner une autre image du "parentd'élève" qui n'est trop souvent qu'un concept abstrait, artificiellement détaché du citoyen, du professionnel, de la personne qui possède aussi des savoirs. Et si les savoirs scolaires, conçus autrement, de manière moins cloisonnée et moins "scolaire", permettaient d'établir des rapports avec des savoirs professionnels, on pourrait faire de grands pas dans le domaine de la compréhension de ces savoirs par tous (élèves et parents) et de la société de la connaissance prônée par les progressistes.

### **3. Il est inacceptable que, d'une commune à l'autre, parfois à quelques centaines de mètres de distance, les écoles ne bénéficient pas des mêmes financements.**

Ainsi, on peut voir à quelques centaines de mètres l'une de l'autre, de part et d'autre de la frontière intercommunale pourtant sans octroi, une école où les enfants trouvent une bibliothèque centre documentaire, un site informatique, des sorties scolaires fréquentes et une école où rien de tout cela n'existe, soit parce que la commune est effectivement trop pauvre soit parce que les élus locaux ont fait d'autre choix.

Il faut donc rechercher des solutions au niveau des intercommunalités pour que sur un territoire donné, l'égalité soit rigoureusement respectée.

### **4. Il est inacceptable que l'école ne soit pas gratuite.**

On trouve encore trop souvent, même à l'école élémentaire, des listes de fournitures obligatoires à la rentrée ou des demandes de participation financière importante pour des sorties ou des spectacles. On trouve aussi encore trop d'écoles où les enseignants s'imposent d'organiser kermesses, buvettes, tombolas et lotos pour améliorer les conditions de travail des élèves.

Il faut garantir la gratuité pour tous et interdire ces obligations d'achat.

### **5. Il est inacceptable que, malgré les incantations et les circulaires officielles, la question de la rupture école / collège ne soit pas résolue.**

La carte scolaire est sans aucun doute un problème grave. Elle ne relève pas de la responsabilité de l'école. Elle relève complètement des politiques d'aménagement du territoire, de l'habitat, de l'implantation des services et des équipements.

Il est par contre un problème qui relève complètement de l'école, c'est cette rupture catastrophique entre l'école et le collège, conséquence du choix historique malheureux d'avoir voulu généraliser le "petit lycée" élitiste du 19<sup>ème</sup> siècle à l'enseignement de masse du 20<sup>ème</sup> siècle. Il ne suffira pas de redire la même chose. Il faut reconstruire l'ensemble de la scolarité obligatoire. Il faudra, pour le moins, créer un cycle incluant le CM2 et la 6<sup>ème</sup>, permettre des échanges de service entre premier et second degré, intégrer ces dimensions dans les projets d'établissement.

## **Pour les parents**

**1. Il est inacceptable que des parents ne soient convoqués et ne viennent à l'école ou au collège que pour recevoir des instructions et des conseils sur ce qu'ils doivent ou devraient faire.** Reçus dans un couloir, entre deux portes et entre deux contraintes, ils ne peuvent avoir une bonne image de l'école, une bonne image d'eux-mêmes et il est normal qu'ils n'aient pas envie de revenir. On ne réussira pas, même en renouvelant les incantations formulées sur tous les tons depuis trente ans, à faire venir les parents à l'école si c'est pour qu'ils soient critiqués, considérés comme des supplétifs des enseignants, des répétiteurs appliquant les consignes, voyant leur dignité de citoyen, porteurs de savoirs eux aussi, ignorée ou bafouée

Il faut que les écoles et les collèges, avec l'aide des mouvements d'éducation populaire, deviennent des lieux de vie, de valorisation et de partage des savoirs, des lieux consacrés à la connaissance, où les parents pourraient venir hors temps scolaire pour faire des activités avec leurs enfants ou pourraient apprendre ou échanger leurs savoirs

Il faut aménager les établissements pour que les professeurs puissent recevoir dignement parents et élèves, que des réunions, conférences, débats, petites expositions de travaux d'élèves puissent être régulièrement organisées... pour que les parents puissent y venir naturellement sans être convoqués

**2. Il est inacceptable que les parents élus dans les conseils d'administration et les conseils d'école n'aient pas un véritable rôle spécifique à jouer, voire n'aient pas la parole.**

Il faut revoir les textes et les pratiques pour ces instances, redéfinir la notion de projet d'établissement, en faire un véritable outil...

Il faut revoir le but et le fonctionnement des conseils de classe qui sont trop souvent des tribunaux où les parents sont très mal à l'aide en écoutant les jugements sur le niveau qui baisse, sur le nombre de paresseux en se demandant avec angoisse si leur enfant est dans le lot ... et puis en faisant la queue pour voir successivement chaque professeur et essayer de comprendre les différences de jugements de chacun d'eux...

## Pour les enseignants

**1. Il est inacceptable que les enseignants ne soient pas respectés par leurs élèves et par leurs parents.** Le nombre d'enseignants chahutés, empêchés de faire cours, malheureux, est en forte croissance... Mais ils ne disent rien... sauf quand la violence devient visible.

Le climat se dégrade dangereusement ... même dans les collèges huppés de centre ville. On a trop longtemps laissé pourrir la situation considérant qu'il s'agit d'un problème de talent, de charisme, d'autorité naturelle, qualités qui ne sont pas négligeables mais qui ne constituent pas à elles seules le professionnalisme de ce métier difficile.

Il faut traiter le problème sous tous ses aspects: redéfinition des missions des professeurs, sens des activités scolaires, pratiques pédagogiques, vie d'établissement hors cours, formation des enseignants...

Serait-il choquant que chaque professeur de l'enseignement obligatoire ne soit pas qu'un "transmetteur / explicateur de savoirs", mais soit aussi un professeur d'intelligence, un professeur de citoyenneté et un professeur de français puisque dans toutes les disciplines, on pense, on lit, on parle, on écrit? Il est vrai qu'une telle approche de nature à rendre l'école plus intéressante et plus cohérente impose une véritable réflexion sur les programmes et sur la pédagogie.

**2. Il est inacceptable que les missions des professeurs n'aient pas encore fait l'objet d'un nouveau statut et d'une révision des rémunérations.**

Les missions se sont transformées au fil des années, elles sont appelées à évoluer encore. La seule mission de transmission des savoirs sur le modèle "un prof / une classe/ une discipline scolaire" ne pourra pas tenir encore longtemps.

Il faut donc redéfinir ces missions, prendre en compte l'exigence du travail en équipe, d'une réelle mobilisation collective sur le projet d'établissement, la nécessité de développer des activités et projets transdisciplinaires (qui donnent du sens aux savoirs).

**3 Il est inacceptable que les enseignants ne soient pas respectés par leur ministre. Ceux du premier degré ont été particulièrement blessés, humiliés, livrés à la vindicte des parents.**

Leur ministre leur a trop dit que ce qu'ils ont fait jusqu'alors est nul et qu'il allait leur expliquer comment ils devaient faire...Si l'Etat et ses plus hauts responsables ne respectent pas les enseignants, les infantilisent et les sanctionnent quand ils manquent de docilité, on ne peut pas attendre que la Nation les respecte. Le climat s'est fortement détérioré à cet égard. Le nombre de conflits avec des parents, de plaintes déposées, de procédures engagées a anormalement augmenté. Il faudra rétablir la confiance...et la tâche sera rude.

Il faut aussi permettre aux enseignants de travailler dans des conditions dignes de notre siècle: bureaux, salles de réunions, équipements informatiques...

Il faudra trouver la possibilité de prendre en compte les réalités et de reconnaître leur service hors discipline ou hors classe: rencontres avec des parents, réunions de travail (continuité, transversalité, évaluation) sans alourdir leur temps de travail réel et en en tirant la conséquence au niveau de leur rémunération.

**Il y a sans doute d'autres problèmes inacceptables à résoudre d'urgence... Mais si déjà les plus graves et les plus urgents pouvaient l'être vraiment, la révolution éducative annoncée par ceux qui tentent de redonner de l'espoir aux citoyens ne serait pas que des mots.**

**Le 1<sup>er</sup> mars 2007**